

Copie de conservation et de diffusion, disponible en format électronique sur le serveur WEB du CDC :

URL = <http://www.cdc.qc.ca/prospectives/7/gingras-7-3-1971-b.pdf>

Article revue *Prospectives*, Volume 7, Numéro 3.

*** SVP partager l'URL du document plutôt que de transmettre le PDF ***

L'enseignement privé au pied du mur

par Paul-Émile GINGRAS *

La PUBLICATION récente de statistiques par le CADRE¹ et par le ministère de l'Éducation² indique nettement que l'enseignement privé doit se redéfinir et prendre parti. Rien ne sert de se lamenter. L'ouragan passé, l'homme reconstruit sa maison. Il faut étudier la situation avec réalisme. Depuis cinq ans, l'enseigne-

ment privé a été ravagé par la socialisation de l'école, par les difficultés du clergé et des communautés religieuses, par l'insuffisance de ses ressources financières, par la panique et la passivité de ses adeptes. L'heure est au bilan et à la réorientation.

Examen des effectifs

TABEAU 1

**Nombre et statut des institutions privées
agréées par le ministère de l'Éducation au 30 octobre 1970**

Statut	Pré-Élém. et Élém.	Secondaire	Collégial	Enfance inadaptée	Culture personnelle	TOTAL
Déclarées d'intérêt public	9	112	32	3	—	156
Reconnues pour fins de subventions	7	43	4	—	—	54
Permis	58	25	2	29	101	215
TOTAL :	74	180	38	32	101	425

* L'auteur est directeur du Bureau pédagogique du CADRE.

1. Mariette THIBAUT, « Plus de 72,000 étudiants et de 6,000 professeurs au niveau collégial pour l'année 1970-1971 », dans *Prospectives*, vol. 6, n° 6, décembre 1970, p. 360.

Id., « AIES: 74 institutions membres et plus de 32,000

élèves de niveau secondaire », dans *Prospectives*, vol. 7, n° 1, février 1971, p. 9.

Gilles-André GRÉGOIRE, *Notre position sur le problème de la stabilité de l'enseignement secondaire privé*, texte mimeographié, AIES, mars 1971, 20 pages.

2. *Bulletin officiel, ministère de l'Éducation*, 1^{re} année, n° 5, 9 septembre 1970 et n° 17, 24 mars 1971.

Pour notre propos, nous oublierons les institutions spécialisées de l'enfance inadaptée et ces institutions dites « de culture personnelle » : charme, coiffure, couture, danse. Les trois autres catégories comptent 292 institutions. Mais, dans 49 cas, une même institution possède plus d'un permis et a été rangée dans le répertoire autant de fois qu'elle a de permis. Ainsi 1 institution offre maternelle et collégial; 26, élémentaire et secondaire; 6, élémentaire, secondaire et collégial; 16, secondaire et collégial. Nos observations portent donc effectivement sur les 243 institutions de niveau pré-élémentaire, élémentaire, secondaire et collégial agréés par le ministère de l'Éducation.

Comme point de référence, nous rappelons (tableau 2) l'estimation des inscriptions à temps complet dans les écoles du Québec en septembre dernier.

TABEAU 2

Estimation du nombre d'élèves inscrits à temps complet dans les écoles du Québec en septembre 1970

Pré-élémentaire	Élémentaire	Secondaire	Collégial	Universitaire	TOTAL
103,100	915,800	658,100	83,700	59,800	1,820,500

Que représente l'enseignement privé dans cette inscription totale ? Il n'est pas facile de le déterminer. Certaines des 243 institutions retenues n'ont pas d'inscription déclarée dans le répertoire et le document officiel ne fait pas, pour cause, de totaux. Une approximation réaliste donnerait les inscriptions suivantes (tableau 3).

TABEAU 3

Estimation du nombre d'élèves inscrits dans les 243 institutions privées de niveaux pré-élémentaire, élémentaire, secondaire et collégial agréées par le ministère de l'Éducation au 30 octobre 1970

Pré-élémentaire	Élémentaire	Secondaire	Collégial	TOTAL
1,000	12,000	46,000	11,000	70,000

Comparées aux inscriptions totales des écoles du Québec, les inscriptions de ces 243 institutions représentent moins de 1% du pré-élémentaire; 1.3% de l'élémentaire; 7% du secondaire et 13% du collégial. Les constatations pourront sécuriser les adversaires

de l'enseignement privé et effacer les survivances de certains mythes, tel le monopole de l'Église en éducation.

Note positive : les associations de l'enseignement privé regroupées au CADRE - Association des institutions de niveaux préscolaire et élémentaire du Québec (AIPEQ), Association des institutions d'enseignement secondaire (AIES), Association des collèges du Québec (ACQ)) - ont permis à cet enseignement de se structurer et de faire front commun. L'AIPEQ comptait, l'an dernier, 20 écoles membres et 4,356 élèves, dont 247 au niveau pré-élémentaire. Soit environ le ¼ des élèves de niveau pré-élémentaire et le ⅓ des élèves de l'élémentaire privé.

Au niveau secondaire, l'AIES regroupe 74 institutions et 32,298 élèves. Sur le total des 180 institutions privées de ce niveau, si l'on soustrait 36 écoles uniquement professionnelles et leurs 4,000 élèves, on constate que l'AIES groupe 50% des institutions et 80% des élèves.

Au niveau collégial, l'ACQ compte 23 institutions et 8,886 étudiants. Demeurent en dehors de l'association quelques écoles normales et instituts familiaux, 2 écoles professionnelles et 4 institutions d'enseignement général (Michèle Provost, Marie de France, Stanislas et Marianopolis). L'ACQ groupe donc, elle aussi, 80% des étudiants des institutions privées de niveau collégial.

Aux niveaux secondaire et collégial, le statut d'« intérêt public » ou de « subventions » reconnaît la qualité de l'institution. Au niveau élémentaire, cependant, les critères diffèrent et, en pratique, le Ministère a réservé ces statuts aux seuls pensionnats. (tableau 4).

TABEAU 4

Nombre et statut des institutions privées regroupées au CADRE

Statut	AIPEQ 1969-70	ACQ 1970-71	AIES 1970-71	TOTAL
Déclarées d'intérêt public	5	70	23	98
Reconnues pour fins de subventions	3	4	—	7
Permis	12	—	—	12
TOTAL :	20	74	23	117

TABLEAU 5

Gains et pertes d'effectifs de l'AIES de 1966-1967 à 1970-1971 ³

ANNÉES	INSTITUTIONS		ÉLÈVES		RÉSULTANTE		EFFECTIFS INSTITUTIONS	DÉCLARÉS ÉLÈVES
	GAINS	PERTES	GAINS	PERTES	INSTITUTIONS	ÉLÈVES		
1966-67	—	—	—	—	—	—	86	26,421
1967-68	0	13	0	3,223	— 13	— 3,223	73	27,208
1968-69	4	12	2,314	4,134	— 8	— 1,820	65	27,827
1969-70	10	7	2,253	2,130	+ 3	+ 123	68	30,640
1970-71	13	7	4,110	4,356	+ 6	— 246	74	32,298
TOTAL :	27	39	8,677	13,843	— 12	— 5,166	—	—

3. Gilles-André GRÉGOIRE, *Notre position sur le problème de la stabilité de l'enseignement secondaire privé*, texte mimeographié, AIES, mars 1971, 20 pages.

Pour compléter l'examen des effectifs des institutions privées, voici deux tableaux (5 et 6) qui disent l'évolution de l'AIES et de l'ACQ au cours des cinq dernières années.

Bien que schématiques, ces derniers tableaux révèlent la situation. Retenons-en quelques constatations.

TABLEAU 5, AIES

1. Depuis 1966-1967, l'AIES a perdu 39 des 86 institutions qui donnaient alors, au sein de la Fédération des collèges classiques, de l'enseignement secondaire. 28 de ces pertes sont le résultat d'une

intégration au secteur public : 18 à des CEGEP et 10 à des commissions scolaires régionales. Il n'y a eu que 3 fermetures d'écoles et 4 retraits de l'association. Les 4 autres pertes présentent des cas de fusion ou de mutation dans l'orientation de l'institution.

2. Les 27 gains de l'AIES, depuis trois ans, sont le résultat d'un recrutement de membres et non le fait de la fondation de nouvelles institutions.

3. Les pertes d'élèves (13,843) dépassent les gains (8,677) par 5,166. C'est donc l'augmentation du nombre d'élèves dans les institutions « fidèles » qui explique l'augmentation des effectifs déclarés : de 26,421 à 32,298. Donc, la demande demeure.

TABLEAU 6

Gains et pertes d'effectifs de l'ACQ de 1966-1967 à 1970-1971

ANNÉES	INSTITUTIONS		ÉLÈVES		RÉSULTANTE		EFFECTIFS INSTITUTIONS	DÉCLARÉS ÉLÈVES
	GAINS	PERTES	GAINS	PERTES	INSTITUTIONS	ÉLÈVES		
1966-67	—	—	—	—	—	—	77	27,778
1967-68	0	25	0	9,188	— 25	— 9,188	52	15,243
1968-69	1	29	258	6,707	— 28	— 6,449	24	9,366
1969-70	5	9	1,420	4,809	— 4	— 3,389	20	7,326
1970-71	5	2	2,152	651	+ 3	+ 1,501	23	8,886
TOTAL :	11	65	3,830	21,355	— 54	— 17,525	—	—

TABEAU 6, ACQ

1. Les pertes de l'ACQ sont plus lourdes encore que celles de l'AIES : 64 des 77 institutions qui, en 1966-67, au sein de la FCC, donnaient de l'enseignement collégial. 27 institutions ont servi à l'organisation du réseau des CEGEP; 32 ont cessé de donner l'enseignement collégial, conservant le seul enseignement secondaire; 5 (Marie de France, Stanislas, Loyola, Marianopolis et St-Lawrence) se sont retirées de l'association; 1 dernière institution figure aux gains et aux pertes, n'ayant connu que deux ans d'existence.

2. Le collège de Hauterive s'intégrant au CEGEP de la Côte-Nord et le collège Notre-Dame-de-Bellevue ne donnant plus l'enseignement collégial, des 77 institutions de 1966-67, il ne restera, en septembre prochain, que 11 collèges.

3. Les gains de l'ACQ ne tiennent pas à l'ouverture de nouveaux collèges. Des 11 gains, 7 sont le résultat de mutations d'écoles normales ou instituts familiaux, 3 sont le fait du recrutement de nouveaux membres. Seul, le collège Lafleche prend figure de création, tout en réorganisant des forces préexistantes.

4. Les pertes d'étudiants (21,355) et les gains (3,830) laissent un déficit de 17,525. La création des CEGEP et de l'Université du Québec a provoqué un transfert d'environ 14,000 étudiants du secteur privé au secteur public. Les gains incluent 1,552 inscriptions à la formation des maîtres, situation transitoire. La croissance des 13 institutions « fidèles » se lit ainsi, au cours des cinq dernières années : 3,953 - 3,984 - 4,966 - 5,088 étudiants. A y regarder de près, l'augmentation vient de 4 ou 5 institutions, alors que le deuxième tiers est stable et le troisième tiers, en perte d'effectifs.

5. Effectivement, sur les 8,886 étudiants des collèges privés, 6,597 sont inscrits à l'enseignement général; 737, à l'enseignement professionnel; 1,552, à la formation des maîtres. Il y a 72,012 étudiants dans les institutions membres de l'ACQ et de la Fédération des CEGEP. De ce nombre, les collèges privés comptent 12.4% des effectifs globaux et 9.3% des effectifs de l'enseignement général.

6. Sauf en quelques cas, la demande paraît donc moins probante au niveau collégial qu'au niveau secondaire.

7. On peut enfin constater que l'enseignement collégial privé s'est tué à mettre au monde l'enseignement collégial public.

Éléments qualitatifs

Les données quantitatives ne traduisent pas toute la situation. Par-delà l'examen des effectifs, d'autres éléments entrent en ligne de compte et disent la nature de la crise : le rôle de l'école, la direction et le financement des institutions, l'attitude des parents et des maîtres.

Un contexte de socialisation. Sans récrire le rapport Parent, l'histoire et la sociologie de l'éducation, il faut rappeler l'évolution récente de l'école. Dans le contexte actuel de socialisation du Québec, les activités sociales privées - éducation, santé, sécurité - deviennent des responsabilités de l'État.

C'est dans une société du XIX^e siècle, dans une société rurale, dans une société où il suffisait de 5% de gens instruits que s'est développé l'enseignement privé. Au surplus, c'est dans une situation de colonie anglaise menacée d'assimilation, entre l'Acte constitutionnel, l'Union et la Confédération, que la nation québécoise s'est donné ses institutions privées. Incapable de compter sur l'État, la communauté a fait appel à l'initiative privée. Sous l'inspiration de l'Église - de Mgr Bourget, en particulier - sont venus d'Europe ou ont été créés localement des instituts religieux qui ont assumé la responsabilité de l'école et de l'assistance sociale: Oblats (1841), Jésuites (1842), Sœurs des SS. Noms de Jésus et de Marie et Filles de la Charité (1843), Sœurs du Bon Pasteur (1844), Sœurs de la Miséricorde, Pères, Frères et Sœurs de Ste Croix, Marianistes et Clercs de Saint-Viateur (1847), Sœurs de Ste-Anne (1850). A quoi s'ajoutait le clergé diocésain, ses séminaires et l'université Laval (1852).

Ainsi s'édifia, sur une base communautaire bénévole, le système privé de l'école, de l'hôpital, de l'hospice, de la crèche, de l'asile. Aussi longtemps qu'a duré le type de cette société, le système privé a répondu au besoin. Le changement radical de la société industrielle a nécessité la prise en charge par l'État des responsabilités privées. Cette société oblige à l'enseignement, aux soins et à la sécurité de la masse. Ces responsabilités dépassent largement les possibilités de l'initiative privée et incombent à l'État. Et l'enseignement privé doit se redéfinir dans ce contexte de socialisation.

La direction des institutions. Oeuvres d'Église, œuvres de charité, œuvres d'instituts religieux ou du clergé, les institutions privées confiaient leur direction et le recrutement du personnel aux instituts religieux et au clergé. Le milieu s'en félicitait et la jeunesse se

consacrait naturellement à ces tâches généreuses et, socialement, prestigieuses.

Le jour où ces œuvres deviennent des fonctions publiques, où elles ne sont plus la raison d'être de l'Église québécoise, la jeunesse ne marche plus. Le personnel religieux diminue rapidement et vieillit, faute de se renouveler. Les instituts religieux et le clergé conservent d'abord la direction, puis abandonnent progressivement, faute d'effectifs. On ferme l'institution, on la vend à l'État. Une autre direction, une modalité administrative différente auraient-elles permis à l'institution privée de survivre ? Dans le contexte de socialisation et de crise religieuse, la panique et la désorientation ont prévalu et fait omettre la question.

Le financement des institutions. Lorsque les effectifs étudiants triplent en quelques années ou qu'un budget d'éducation passe en dix ans de deux cents millions à un milliard et demi, on comprend que la préoccupation de l'État aille au secteur public. Les lois de l'instruction publique avaient priorité. Dans le contexte social, l'État pouvait d'ailleurs compter sur l'opinion pour négliger l'enseignement privé, pour le mettre au pas. La loi de l'enseignement privé rectifiait, en 1968, cette réaction. Mais davantage en principe qu'en pratique.

L'enseignement privé demeure aux prises avec des difficultés financières et pédagogiques. Les services de dettes et les immobilisations sont oubliés. Les coûts moyens, bases des subventions de fonctionnement, sont sensiblement inférieurs aux coûts réels, que révèlent les budgets des institutions, les contrats d'association, les budgets des commissions scolaires et des CEGEP.

Ajouté au contexte de socialisation, aux difficultés des communautés religieuses et du clergé, cet élément financier contribue au climat d'insécurité de l'enseignement privé.

Bien encadrées par les facultés des Arts des universités, les institutions privées passent subitement sous la juridiction du ministère de l'Éducation, de ses directions générales et services. L'information, la gestion, la participation deviennent singulièrement vagues, lentes, complexes, autoritaires. Si les relations se sont assez tôt normalisées, au niveau collégial, elles demeurent en cheminement pénible, au niveau secondaire.

L'attitude passive. Les coups venaient courts et durs. L'enseignement privé s'est replié. Parents et maîtres, habitués séculièrement à faire confiance aux

directions religieuses en place, ont mis du temps à comprendre que l'avenir de l'enseignement privé reposait désormais entre leurs mains. De tempérament, ils étaient d'ailleurs plus portés à s'associer pour la défense de principes que pour œuvrer concrètement au niveau de l'institution, de son administration. La direction de l'institution n'avait guère mis parents et maîtres, jusqu'ici, dans le coup. Face à la réalité, parents et maîtres ont tardé à s'éveiller et à assumer leurs responsabilités.

L'avenir

Ce qui précède nous paraît établir à l'évidence que l'enseignement privé est au pied du mur, qu'il doit se redéfinir et prendre parti.

Il doit redéfinir sa raison d'être et ses objectifs, qui ne sont plus ceux d'avant 1960, face à l'école publique et à la société. Le droit fondamental de l'enseignement privé tient à la liberté de pensée et d'expression, de conscience, qui donne à l'individu le droit de transmettre ses connaissances à autrui et de lui apporter le message de ses réflexions et de ses convictions. C'est le droit de la personne humaine d'instruire les autres, d'opter par la suite pour un enseignement et de désigner les maîtres de cet enseignement ⁴.

En démocratie, cette liberté établit le pluralisme institutionnel à l'intérieur d'un système scolaire national.

On voit alors l'importance de définir des objectifs particuliers, une philosophie de l'éducation, et conséquemment, une pédagogie, un milieu, un régime de vie et d'étude qui justifient des options particulières. Que veulent les parents de l'enseignement privé ? Qu'offrent en propre et de différent les directions et maîtres de l'école privée ? C'est dans la mesure où l'on répondra à cette question que se situera l'enseignement privé. Autrement, il vivra quelque temps encore de l'erreur d'aller, tout en étant qualifié de refuge de la bourgeoisie ou de ghetto.

L'expérience de l'enseignement privé, en Occident, pourra éclairer cette recherche des objectifs. Elle se situe dans la direction de l'excellence et de l'expérimentation, dans l'atmosphère de relations personnelles avec l'étudiant et l'esprit d'équipe des parents, des

4. Voir « L'enseignement privé », dans *Encyclopédie pratique de l'éducation en France*, p. 64.

administrateurs et des maîtres. A qualité égale, pourquoi ne pas s'inscrire à l'école publique ! Il faut faire différent et mieux, par la poursuite d'objectifs plus précis, dans une dimension proportionnée aux fins.

L'histoire de l'éducation nous a encore appris que l'école nouvelle, les méthodes actives, l'enseignement centré sur l'élève sont nés en milieu privé. En pédagogie, ont souvent répété Gilson, Gros, Gal et d'autres, l'État n'est pas créateur. L'école publique est un centre de consommation de la connaissance. L'expérimentation se fait à l'école pilote et dans l'enseignement privé. Il importe donc que les institutions privées se situent dans cette expérimentation. Souhaitons cependant que le cadre du régime pédagogique national ne tue pas ces efforts de créativité.

Les parents qui placent leurs enfants dans une institution privée croient y trouver un milieu, une attention personnelle. L'institution doit donc identifier les éléments caractéristiques de ce milieu et en assurer l'implantation par ses politiques générales d'admission et de formation, de programmes et d'activités, de recrutement de personnel.

Enfin, l'institution privée, on l'a vu, doit se donner des administrateurs et des modes d'administration adaptés aux situations nouvelles. Il faut prévoir le jour prochain où pratiquement aucun groupe religieux ne pourra assumer ses responsabilités d'hier. Il faut donc opérer la transition, assurer la relève et le maintien des institutions privées. Parents et maîtres doivent s'attabler d'urgence et prévoir ce proche avenir.